



Assemblée générale

Distr. générale
27 octobre 2011
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Points 9, 133 et 134 de l'ordre du jour

Rapport du Conseil économique et social

Budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013

Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2011

Dixième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le projet de budget- programme pour l'exercice biennal 2012-2013

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2011 (A/66/510). À cette occasion, il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont communiqué des informations supplémentaires.
2. Comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général, les dépenses supplémentaires découlant des résolutions et décisions adoptées par le Conseil à sa session de fond de 2011 sont estimées à 572 900 dollars, à imputer au budget ordinaire, et devraient être financées entièrement au moyen des crédits demandés dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013.
3. Les dépenses découlant de l'adoption de la résolution 2011/14 du Conseil, intitulée « Promouvoir la coopération régionale pour une plus grande sécurité énergétique et l'utilisation durable de l'énergie en Asie et dans le Pacifique », sont liées à la prestation de service de traduction et d'interprétation pour le Forum Asie-Pacifique de l'énergie. Comme il est indiqué au paragraphe 6 et à l'annexe du rapport du Secrétaire général, des ressources supplémentaires d'un montant de 50 000 dollars seraient nécessaires au titre du chapitre 19 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique) du budget-programme de l'exercice 2012-2013 suite à l'adoption de la résolution 2011/14 du Conseil. En



outre, des ressources extrabudgétaires s'élevant à 500 000 dollars seraient demandées pendant l'exercice biennal 2012-2013 pour la réalisation des activités prescrites par le Conseil dans la résolution.

4. Concernant la résolution 2011/23 relative au Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale, les dépenses tiennent à la présentation d'un rapport sur le rôle et les activités du Comité s'agissant de promouvoir la coopération internationale en matière fiscale, et à l'organisation, en 2012, d'une réunion d'une journée dans le cadre de la réunion spéciale de haut niveau du Conseil. Comme il est indiqué au paragraphe 9 et à l'annexe du rapport du Secrétaire général, il faudrait prévoir 79 800 dollars de dépenses supplémentaires dans le budget ordinaire pour l'exercice 2012-2013, au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), pour la traduction et la publication de ce rapport ainsi que pour les services d'interprétation à fournir à l'occasion de la réunion d'une journée (74 800 dollars); et au titre du chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui), pour les dépenses connexes d'appui aux réunions (5 000 dollars).

5. Les dépenses découlant de l'adoption de la résolution 2011/24 du Conseil sont afférentes aux réunions annuelles du Comité d'experts sur la gestion de l'information spatiale à l'échelle mondiale, consistant en une session de trois jours, qui se tiendront à New York au début janvier ou en août, durant les périodes de faible activité du calendrier des conférences et réunions de l'ONU. Comme il est indiqué aux paragraphes 16 et 18 et à l'annexe du rapport du Secrétaire général, des crédits supplémentaires d'un montant de 323 200 dollars sont à prévoir dans le budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013, soit un montant de 293 200 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) pour assurer les services d'interprétation (137 000 dollars) et de documentation (156 200 dollars); et un montant de 30 000 dollars au titre du chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui) pour assurer les services d'appui aux réunions.

6. Le Comité consultatif note qu'au paragraphe 20 du rapport du Secrétaire général, s'agissant des dépenses prévues pour l'exercice biennal 2012-2013 et au-delà, il est indiqué que le Secrétaire général pourrait faire appel à un fonds d'affectation spéciale qui serait mis en place pour appuyer les travaux du Comité d'experts. Il note que les activités du Comité d'experts seraient menées dans la limite des ressources disponibles, sans aucune incidence sur le budget, conformément à son mandat joint en annexe au rapport du Secrétaire général sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale (E/2011/89). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le Comité d'experts a été créé dans la limite des ressources existantes, en partant du principe que certains États Membres seraient en mesure de faciliter son fonctionnement en faisant des contributions en nature (en accueillant les réunions, par exemple) ou en contribuant au fonds d'affectation spéciale, et que, si les dépenses semblaient devoir dépasser les ressources existantes, le Comité d'experts adapterait son calendrier de réunions en conséquence. Le Comité consultatif a également été informé que le fonds d'affectation spéciale permettrait de faciliter la participation d'experts des pays en développement aux travaux du Comité d'experts. **Le Comité consultatif compte que les réunions à New York du Comité d'experts sur la gestion de l'information spatiale à l'échelle mondiale auront lieu pendant la période de faible activité du calendrier des conférences et réunions de l'ONU, et ne doute**

pas que le Secrétaire général engagera le dialogue avec la communauté des donateurs afin d'assurer une large participation des pays en développement.

7. S'agissant de la décision 2011/258 du Conseil, les dépenses doivent permettre d'assurer la prestation de service de conférence pour le groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Comme il est indiqué au paragraphe 22 et à l'annexe du rapport du Secrétaire général, un montant de 98 000 dollars devrait être inscrit au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) du projet de budget-programme pour 2012-2013, dont 45 900 dollars au titre de la prestation de service de conférence pour quatre sessions du groupe de travail et 52 100 dollars pour la traduction et la publication de son rapport.

8. Les dépenses découlant de l'adoption de la décision 2011/268 du Conseil sont afférentes à la participation des membres du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti à une réunion de consultation avec les institutions de Bretton Woods, à Washington en février 2012, et à une mission en Haïti, en avril 2012. Comme il est indiqué au paragraphe 26 et à l'annexe du rapport du Secrétaire général, un montant de 21 900 dollars serait nécessaire au titre du chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) pour couvrir les frais de voyage, l'indemnité journalière de subsistance et les faux frais au départ et à l'arrivée de cinq membres du Groupe consultatif, ainsi que les services d'appui aux réunions à Port-au-Prince.

9. Le Secrétaire général indique qu'aucune ouverture de crédit supplémentaire n'est sollicitée en sus des crédits demandés au titre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013, et que l'adoption, par l'Assemblée générale, des résolutions recommandées par le Conseil à sa session de fond de 2011 n'entraînerait aucune demande de crédit additionnel au titre du budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 (voir A/66/510, par. 30).

10. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées aux paragraphes 31 et 32 du rapport du Secrétaire général. **Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à la manière de procéder proposée par le Secrétaire général aux paragraphes 31 et 32 de son rapport.**